truction, sous peine d'une amende de \$200 à \$500 et de la perte de son emploi.

Ils seront assermentés et devront donner cautionnement, au moyen d'une obligation personnelle et de deux cautions.

Le gouverneur en Conseil fera les règlements nécessaires et établira un tarif d'honoraires :

Le bureau d'examineurs, à la demande du ministre déterminera la classification des bois de son district, laquelle classification devra être soumise à l'approbation du Gouverneur.

Les règlements, le tarif et la classification seront publiés dans la Gazette du Canada; et jusqu'à telle publication les règlements, le tarif et la classification antérieurs seront en vigueur.

Personne n'est obligé de faire inspecter son bois; mais tout bois inspecté est sujet à l'application du présent acte.

Les honoraires d'inspection devront être payés avant la remise du certificat, et les inspecteurs auront un privilège pour ces honoraires sur le bois inspecté.

Tout certificat d'inspection doit être fait en double et l'un des doubles doit être transmis à l'inspecteur en chef.

Tout bois vendu sujet à l'inspection sera considéré comme garanti être de la qualité mentionnée à la vente. En cas de contestation de l'inspection, les contestants pourront obtenir une nouvelle inspection par trois inspecteurs nommés à la manière des arbitres; ou bien ils pourront en appeler à l'inspecteur en chef qui fera faire une nouvelle inspection par un autre inspecteur.

Les registres de mesurage et autres documents entre les mains des inspecteurs pourront être examinés par toute partie intéressée.

La marque de l'inspection consiste en l'apposition des initiales ou d'une marque spéciale de l'inspecteur. Suivent des dispositions imposant des pénalités pour les contraventions, ou violations de l'acte pour l'emploi frauduleux des marques d'inspection etc.

Tout "fabricant de bois de construction" devra se faire inscrire chaque année sur un registre au bureau de l'inspecteur en chef de son district et payer un droit d'enregistrement de \$2. ou de \$10. suivant qu'il "fabrique" moins ou plus de 1,000,000 de pieds de bois mesure de planche; et il devra fournir chaque année, avant le 1er mars un état dressé jusqu'au 31 décembre précédent des quantités de billots coupés, descendus, sciés, achetés, amenés à la scierie et les quantités de bois de sciage qu'il a produit pendant l'année précédente, cet état sera assermenté.

A défaut de production de cet état, le "fabricant de bois" sera passible d'une amende de \$1.00 par jour. Il paiera en produisant cet état 175c. par 1000 pieds pour tout bois de sciage et 170c. par tonne de 40 pieds cubes pour tout bois carré fabriqué par lui.

Cet acte ne sera en vigueur qu'après une proclamation du Gouverneur général publiée dans la Gazette du Canada.

LA LOI DES LICENCES.

Nous donnons ci-dessous le texte

du bill amendant la loi des licences qui est en vigueur depuis le jour de sa sanction, c'est-à-dire depuis jeudi, le 21 mars courant :

Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe 32e de l'article 828 des Statuts refondus de la province de Québec :

"33. Les autorités compétentes sont les officiers chargés de confirmer ou rejeter les certificats de licence pour la vente de liqueurs enivrantes."

2. Le paragraphe deuxième de l'article 843 des dits statuts refondus est remplacé par les suivants :

"2. Dans la cité de Québec, le greffier de la paix agit comme greffier des autorités compétentes.

"2a. Dans la cité de Montréal, un greffier des autorités compétentes est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Un greffier-assistant est nommé par les autorités compétentes dans le cas de maladie ou d'absence du greffier pour agir comme tel.

Le salaire du greffier, qui ne doit pas excéder la somme de huit cents piastres, ainsi que l'endroit où il doit tenir son bureau, sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le greffier ou le greffier-assistant a le pouvoir de faire prêter le serment requis à l'appui des certificats, oppositions, requêtes et autres documents qui peuvent faire preuve devant les autorités compétentes."

3. Le paragraphe troisième du dit article 843 des dits statuts refondus, est remplacé par le suivant :

"3. Toute personne qui a l'intention de demander la confirmation d'un certificat doit s'en procurer la formule au bureau du greffier, et payer une taxe de deux piastres en timbres apposés sur cette formule.

Quand il s'agit d'un transfert de licence, la taxe est de vingt piastres payable en timbres apposés sur la formule de ce transfert.

Les autorités compétentes ne peuvent prendre connaissance de pareils certificats que s'ils sont revêtus des timbres requis."

4. Les paragraphes 4, 6, 7 et 15 du même article 843 des dits statuts refondus, sont amendés, en y remplaçant les mots "greffier de la paix" par le mot "greffier."

5. L'article 847 des dits statuts refondus est amendé, en remplaçant les chiffres 879, dans la cinquième ligne du troisième alinéa du dit article, dans la version française, par les chiffres "878."

6. L'article suivant est ajouté après l'article 857 des dits statuts refondus :

"857a. Dans l'intérêt public, et afin d'exercer un contrôle restrictif plus efficace sur la vente des liqueurs enivrantes, une licence spéciale pour la vente de liqueurs enivrantes aux grandes réunions telles qu'il s'en rencontre aux expositions agricoles et industrielles, dans les piques-niques d'associations nationales ou commerciales, et aux courses, peut être accordée par le trésorier de la province sur arrêté en conseil à cette fin, aux associations, clubs et corporations qui en ont le contrôle, ou à la personne qu'ils recommandent, à tels taux

et conditions et pour tel terme que le dit arrêté en conseil détermine."

7. L'article 921 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

"921. Il n'y doit être, en aucun temps, débité, sciemment, de liqueurs enivrantes aux personnes ivres, ni aux mineurs, ni après 8 heures du soir, aux soldats, matelots, apprentis et serviteurs."

8. L'article suivant est ajouté après l'article 942 des dits statuts refondus :

"942a. Tout membre de la police du revenu portant l'uniforme, a droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de cette loi.

Pour refus d'y laisser rentrer cet officier telle personne est sujette à une amende de vingt piastres.

9. L'article 943 des dits statuts refondus est amendé :

10. Eu intercalant après le mot "confiscation," dans la troisième ligne, les mots "des biens et effets d'une personne décédée;"

20. En remplaçant le quatrième alinéa du dit article par le suivant :

"Tous les biens mobiliers et immobiliers, effets, marchandises, fonds de commerce et dettes actives d'un cessionnaire en vertu de la loi concernant la cession de biens, vendus à l'encan et par criées en cette province et abjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, doivent être vendus par un encanteur muni de licence.

Toutefois le curateur aux biens d'une personne qui en a fait cession en vertu de la loi, peut lui-même vendre ces biens à l'encan en prenant une licence d'encanteur."

10. Les articles 1037, 1038 et 1039. des dits statuts refondus sont amendés en y retranchant les mots "ou par un plaignant (informant) chaque fois qu'ils s'y rencontrent."

11. L'article 1063 des dits statuts refondus est abrogé.

12. L'article 1082 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

"1082. A moins de dispositions contraires, toute poursuite contre un encanteur ou un prêteur sur gages, instituée en vertu de la présente loi doit être commencée dans les six mois, et toutes les autres dans les deux mois de la contravention."

13. En vue des difficultés qui se rattachent au fonctionnement des dispositions des articles 835 et 856 des dits statuts refondus, quant au nombre des signataires du certificat de licence, il est déclaré par les présentes que ces dispositions sont suspendues jusqu'à ce qu'elles soient remises en vigueur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil; que durant cette suspension le nombre des signataires nécessaire à l'octroi d'un certificat de licence d'auberge en vertu de l'article 835, sera de vingt-cinq électeurs municipaux, et que le nombre des signataires nécessaire à l'octroi d'un certificat de licence pour la vente en détail de liqueurs enivrantes dans les magasins en vertu de l'article 856, sera de trois électeurs municipaux.

14. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

UN BON EXEMPLE

La maison Gauvreau, Pelletier

& Cie, de Québec, vient de prendre une décision qui lui vaudra l'approbation de tous les gens sérieux. Elle a décidé de renoncer aux longs crédits qui immobilisent le capital des maisons de gros, facilitent la spéculation, et ruinent souvent les détaillants.

Nous en félicitons sincèrement et nous imitons les autres maisons à suivre son exemple.

Voici la circulaire que MM. Gauvreau, Pelletier & Cie, viennent d'adresser à leur clientèle :

Québec, P. Q.
Mars 26 1889

M.....
Nous avons l'honneur de vous informer qu'à partir du 1ER MAI PROCHAIN, nos conditions de ventes seront telles qu'annexées.

En agissant ainsi, nous croyons rencontrer les vues du commerce en général. C'est l'opinion des BANQUIERS, DES JOURNAUX DE COMMERCE et de tous ceux qui s'intéressent réellement au progrès commercial, qu'il est nécessaire que des changements dans le sens de celui que nous inaugurons, soient adoptés par toutes les maisons d'affaires du pays.

Ces changements, en rapprochant légèrement les échéances, nous permettront d'en faire bénéficier les acheteurs.

Ainsi, au 1er mai prochain, nous offrirons nos marchandises à des prix qui ne pourront que convaincre ceux qui nous honoreront de leurs commandes, que nous avons réellement agi dans l'intérêt commun.

Vos très respectueux serviteurs,
GAUVREAU, PELLETIER & CIE.

TERMES :

- 1.—Les cotons; 3 MOIS.
 - 2.—Les lainages canadiens, les marchandises anglaises et l'assortiment en général; 4 MOIS.
- Les factures seront datées du premier du mois suivant.
Sur paiement fait argent comptant ou avant échéance nous accorderons l'intérêt AU TAUX DE 12 0/0 PAR ANNÉE.

COMMERCANTS DE FOIN MALHONNETES

Trois de nos banques se sont fait prendre cette semaine par des commerçants de foin malhonnêtes qui, après s'être fait avancer des fonds sur des connaissements, ont pris livraison du foin, l'ont vendu, en ont empoché le prix et ont décampé en négligeant de payer les traites des banques.

Nos banquiers ont peut-être à se reprocher un peu d'imprudence en cette affaire. Ils ont l'habitude d'escompter pour les expéditeurs de foin des traites à 30 jours, accompagnées des documents; mais le destinataire à qui on présente la traite pour acceptation, se fait livrer le connaissement en acceptant et peut prendre livraison, réaliser et s'esquiver avec l'argent; et si l'expéditeur en fait autant la banque en est pour ses avances.

En exigeant des traites à vue, la banque pourrait ne livrer les documents que sur paiement et serait garantie contre toute perte. Il faut convenir, cependant, qu'il y a des maisons avec qui le mode actuel d'opérer ne comporte aucun risque, et dont l'acceptation d'une